




La région des Kasai : Répondre aux urgences alimentaire et rétablir les moyens de subsistance

Chiffres clés

 4,3 millions de personnes en IPC 3+

 1,8 millions des personnes en IPC 4



95% des enfants de 6 à 23 mois n'ont pas atteint le Minimum Alimentaire Acceptable



40% des zones de santé en alerte nutritionnelle



65% des ménages ont enregistré une baisse de revenu suite à la Covid-19



Augmentation d'environ 50% des prix des denrées sur les marchés



Aperçu général de la situation

La situation humanitaire dans l'espace Kasai demeure préoccupante. En effet, alors que les provinces de cet espace sont encore confrontées aux conséquences négatives du **conflit armé** entre le pouvoir politique et la chefferie traditionnelle Kamwina Nsapu, elles se retrouvent encore affectées par **l'arrivée des congolais expulsés de la république d'Angola**, des **mouvements internes de populations** par suite des affrontements occasionnés par des conflits fonciers et intercommunautaires entraînant la **perte des actifs productifs et moyens de subsistance** de la population.

A ces conflits s'ajoutent l'impact de la **pandémie de la Covid-19** sur les petites économies des ménages déjà vulnérables avec une **augmentation remarquable des prix des denrées** de base. La prévalence de l'insécurité alimentaire dans les provinces de l'espace Kasai oscille entre 60% et 89%. Cette zone était déjà caractérisée par une pauvreté très accentuée de la population liée à des facteurs socioéconomiques structurels. Selon OCHA, les mesures restrictives prises par les autorités au mois d'août 2021 pour protéger la population contre **les effets néfastes sur la santé liés à l'utilisation des eaux des rivières Tshikapa et Kasai polluées** ont affecté les conditions de vie de près 950 000 personnes dans les zones concernées et a **réduit l'accès à l'eau potable à environ 73% des ménages**.



Impact sur la sécurité alimentaire

La population de cette zone a un accès limité à une nourriture adéquate. La majorité des territoires de l'espace Kasai sont classés soit en phase **IPC 3 ou 4 et cela concerne 6.1 millions de personnes** – 40% de la population analysée. Il se dégage donc un besoin d'apporter un appui à ces ménages pour les aider **à reconstituer leurs moyens d'existence** et par conséquent leur relèvement après avoir subi différents chocs.

Le rapport de la surveillance nutritionnelle, sécurité alimentaire et alerte précoce (2^{ème} trimestre 2021) renseigne que **40% des zones de santé de l'espace Kasai sont en alerte nutritionnelle** : 95% d'enfants de 6 à 23 mois n'ont pas atteint le Minimum Alimentaire Acceptable. Ainsi, une assistance alimentaire d'urgence associée d'une prise en charge des enfants et de femmes enceintes et allaitantes affectées par la malnutrition s'avère nécessaire.

Le taux de fluctuation des **prix des denrées alimentaires a atteint 50%** dans certaines zones. Pour satisfaire leur besoins alimentaires, certains ménages recourent aux stratégies de survie telle que la consommation des semences destinées à la prochaine saison agricole. Si rien n'est fait, ces ménages pourront recourir à des stratégies de survie encore plus sévères pouvant occasionner l'augmentation du taux de la malnutrition dans cette zone. Au premier semestre 2021, les appuis orientés vers ces 3 provinces ne correspondent qu'environ **29% des besoins identifiés**.



Facteurs déterminants

Pertes des actifs productifs – Faible production agricole - Mouvements des populations

Les différents conflits qui se sont succédés dans cette zone ont entraîné d'importants mouvements des populations occasionnant, par conséquent, la perte de leurs moyens de subsistance et actifs productifs (outils aratoires, semences, bétails, etc.). L'insurrection de la milice Kamwina Nsapu en 2016 est à l'origine du déplacement de près 2,9 millions de personnes ; les conflits intercommunautaires ont occasionné des mouvements pendulaires d'environ 51,000 personnes. L'insécurité engendrée par ces conflits a empêché la population d'avoir accès à certaines zones de production afin de relancer leurs activités agricoles (agriculture, pêche, élevage). Entre 2018 et 2020, plus de 300 000 personnes expulsées de l'Angola ont soit transité ou se sont installées dans ces 3 provinces de l'espace Kasai impactant ainsi négativement les conditions de vie dans cette zone à travers l'augmentation de la demande alors que la production n'a pas suivi. Jusqu'à ce jour, on continue à enregistrer l'arrivée des congolais expulsés d'Angola. Au mois de septembre 2021, OCHA a signalé l'arrivée dans la zone de plus de 8,000 personnes, dont la majorité arrive dépouillée de tous leurs biens. Par manque d'appui, certains ménages n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins prioritaires, y-inclut l'accès à une nourriture adéquate.

Instabilité économique

L'augmentation de la demande suite à l'afflux des congolais refoulés d'Angola, la faible production agricole, les mouvements des populations, l'effondrement du pont Tshikapa et le chavirement du bac ont affecté négativement le fonctionnement des marchés, entraînant une augmentation des prix des biens. Le taux de fluctuation des prix des denrées alimentaires a atteint 50% dans certaines zones (Territoire de Demba par exemple). Le prix de maïs (aliment de base dans la zone) a connu une hausse de +21% à Komonia, Luebo et Mweka (Bulletin MKengela, avril 2021).

Effets collatéraux de la Covid-19

Les mesures de restriction prises par les autorités étatiques pour limiter la propagation de la pandémie de la Covid-19 ont impacté négativement les conditions de vie de la population. Au Kasai, dans 18% des ménages, au moins un membre actif a perdu son emploi et plus de 68% de ménages ont vu leurs revenus baisser, limitant le pouvoir d'achat de la population et leur accès à la nourriture. En décembre 2020, environ 11,2 millions des personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire dans cette zone dont 2,9 millions dans la province du Kasai – soit 73,6% de la population – et 8,3 millions dans les provinces du Kasai central et Kasai oriental (79% des ménages).



Zone affectées

Tous les 17 territoires composant ces 3 provinces sont en phase IPC 3+ parmi lesquels 4 sont en phase d'urgence (IPC 4) : Kamonia et Luebo dans la province du Kasai, Dibaya et Luiza dans la province du Kasai central.

Sur le plan nutritionnel, 26 des 63 zones de santé sont en alertes dont 13 dans la province de Kasai, 1 au Kasai central et 12 dans la province du Kasai oriental.



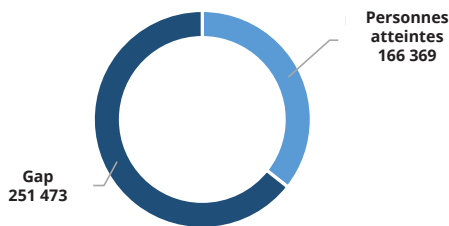
Besoins prioritaires

Plus de 70% des besoins identifiés n'ont pas été pris en charge par les interventions humanitaires en cours dans la zone. Les priorités dans cette zone sont donc :

1. Assistance alimentaire d'urgence pour 1,8 millions des personnes en IPC 4.
2. Reconstituer/créer les moyens d'existence de 6,1 millions de personnes en IPC 3+.
3. Activités de développement et de consolidation de la paix dans les zones jadis des conflits (zones de déplacement/ retour) où la MONUSCO s'est retirée afin d'éviter d'augmenter la pression qui risquerait de faire basculer les territoires limitrophes (territoires de Mweka dans la province du Kasai et de Demba dans la province du Kasai central) en phase IPC 4.
4. Soutenir les efforts du gouvernement et des autres acteurs de développement dans la recherche de solution aux problèmes d'ordre structurel dont le désenclavement des zones de production agricole qui limite l'accès aux marchés aux petits producteurs agricoles.

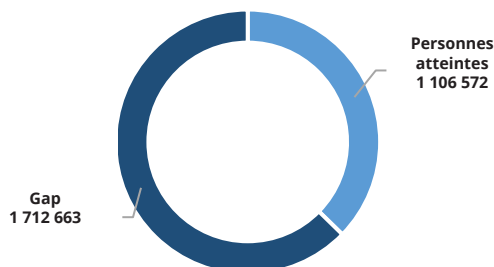
Au troisième trimestre 2021, la situation est la suivante :

1. **Appui aux moyens d'existence**



En moyenne, 60% des personnes ciblées pour bénéficier d'un appui de leurs moyens d'existence n'ont pas été atteintes.

2. **Assistance alimentaire**



61% des personnes ciblées pour une assistance alimentaire n'ont pas été touchées par les interventions.

3. **Financement**

Selon le plan opérationnel 2021, le financement requis pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables avec des besoins plus sévères et prioritaires dans l'espace Kasai est de USD 447,7 millions (Kasai 163,8M, Kasai central 158,8M, Kasai oriental 125,1M).

Le financement reçu pour les interventions humanitaires dans cette zone ne correspond qu'à environ 29% des besoins identifiés.